

soupçonner la complicité du gouvernement dans cette révolte.

L'état de santé du président Peron — on sait qu'il a souffert au moins deux attaques sérieuses depuis son entrée en fonctions au mois d'octobre — ajoute à l'inquiétude engendrée par les événements.

Héritier présomptif

L'héritier du pouvoir exécutif est la troisième épouse du président, Mme Maria Peron, ancienne danseuse dont il a fait la connaissance en exil. C'est une jolie brune encore très photogénique à l'âge de 43 ans, mais qui est étrangère au maniement des affaires nationales.

Certains observateurs soutiennent, toutefois, qu'elle en a beaucoup appris en politique, et on la dit étroitement liée avec l'aile conservatrice du mouvement péroniste.

De toute façon, on estime généralement que, si la présidence lui échouait, les forces actuellement aux prises pourraient redoubler de violence, menaçant le pays d'une guerre civile en règle. Sur quoi, prétend-on toujours, l'armée pourrait décider d'intervenir comme elle l'a déjà fait.

Une telle perspective ne manque pas d'attirer pour certains groupes, dont plusieurs hommes d'affaires, qui y voient une solution idéale aux troubles actuels et la garantie d'une stabilité relative à l'avenir. Elle ne serait guère susceptible, cependant, d'offrir une solution définitive au problème du terrorisme, puisque le retour au pouvoir de ses pires ennemis, les militaires, ne pourrait qu'inciter l'extrême gauche à redoubler de violence.

Effets sur l'économie

Ce sentiment d'inquiétude générale et d'incertitude en ce qui touche l'avenir a forcément exercé un effet déprimant sur l'économie argentine. L'économie nationale est mal en point depuis des années, surtout si l'on songe à son grand potentiel. Le taux de croissance annuel du produit national brut (PNB) s'est maintenu entre 3 et 4 p. cent pendant très longtemps, bien qu'il soit passé l'an dernier à 4.8 p. cent, ce qui représente un PNB d'environ 31 milliards de dollars.

Le taux d'inflation qui atteignait 39 pour cent en 1971 et 58 pour cent en 1972, a été d'environ 30 pour cent l'an dernier. Cette année, les économistes du gouvernement espèrent l'abaisser à environ 12 pour cent, ce qui n'est pas absolument sûr.

Le problème de la croissance se trouve aggravé par ce que le journal *La Prensa* appelle «un préjugé officiel» à l'égard des investissements étrangers. Le Gouvernement n'interdit pas l'entrée de capitaux



AP Wirephoto

M. Juan Peron s'adresse à la nation argentine par télévision en juillet 1973, après la démission du président Hector Campora. Revenu en Argentine après un exil de dix-huit ans que lui avait imposé l'Armée, Peron s'est porté candidat à la présidence et a repris le pouvoir à la suite d'une nouvelle élection.

étrangers, mais il impose de rigoureuses mesures de contrôle que le journal a qualifiées, dans un éditorial, de «nationalisme étroit». Selon *La Prensa*, si l'Argentine avait accueilli les investissements étrangers dans la même mesure que le Canada entre 1953 et 1969, son PNB serait maintenant de 46.6 pour cent plus élevé.

La situation intérieure de l'Argentine n'est pas sans exercer une certaine fascination sur l'observateur étranger, mais il convient d'ajouter que sa politique étrangère est tout aussi absorbante. Il existe dans ce domaine certaines tendances contradictoires, dont la détermination du président Peron à manifester son indépendance à l'égard des États-Unis et, facteur encore plus important, une sérieuse inquiétude au sujet de la puissance croissante du Brésil.

Il suffit de jeter un regard sur la carte pour comprendre pourquoi l'Argentine, parlant espagnol et longtemps la puissance dominante en Amérique du Sud, est préoccupée par l'expansion dynamique que connaît son voisin de langue portugaise.

Le défi brésilien

Le Brésil, avec ses trois millions et demi de milles carrés de territoire, occupe la moitié de l'Amérique du Sud et son imposante masse semble dominer tout le continent. Il a des frontières communes avec tous les autres États sud-américains, sauf